



10^{ème} Congrès national 23-27 août 2010 / Aix-en-Provence (13)



Discours d'ouverture de Jean-Luc Cazailon Directeur Général Adjoint

Lundi 23 août 2010

Mesdames Messieurs,
CherEs AmiEs,
CherEs Camarades

Il me revient maintenant d'introduire les travaux du 10^{ème} congrès de notre mouvement. C'est une tâche que j'accomplis avec fierté mais aussi avec un peu d'anxiété.

Avec fierté tout d'abord.

Quand on regarde l'histoire d'un grand mouvement d'éducation nouvelle comme le nôtre, on ne peut qu'être fier, comme militant de ce mouvement, d'ouvrir les travaux d'un congrès qui en préparent l'avenir qui plus est quand il s'agit du 10^{ème} congrès. L'exposition réalisée par Jean-Marie MICHEL, Alain GRIMONT et Christian GAUTELLIER en témoigne, les congrès ont jalonné l'histoire de notre mouvement, marquant des étapes significatives dans notre évolution, démontrant constamment à la fois notre profond ancrage dans la société et, dans le même temps, notre capacité à prendre de la distance, à affirmer nos propres convictions, nos propres conceptions. Nos congrès ont marqué l'Histoire de notre mouvement, ils ont toujours été politiques, critiques. Mais ils ont toujours démontré aussi nos capacités de mobilisation, d'invention, de créativité. Ils ont constamment été des espaces de débats et d'innovations, de confrontations et de partages. Ce 10^{ème} congrès ne devrait pas déroger à ces ambitions.

Fierté donc, mais anxiété aussi

car les questions sont complexes, les enjeux importants pour notre association comme d'ailleurs pour beaucoup d'autres. Il faut trouver les mots qui mettent tout cela en tension, en compréhension pour tous et en perspective enfin. Il faut arriver à bien poser les problématiques qui sont aujourd'hui centrales pour les CEMEA, c'est ce que le Groupe de Direction du Congrès a essayé de faire en appui sur le réseau, pour que de nos débats émergent des orientations qui induisent nos actions de demain, c'est ce que NOUS TOUS devons réussir.

Anxiété enfin, ou appréhension devrais-je plutôt dire, d'ouvrir un congrès à la fois « comme les autres » et singulier cependant quant à la forme de travail choisie depuis la préparation jusqu'à son déroulé.

Je voudrais remercier de nouveau pour leur participation les élus politiques et syndicaux, les élus et militants associatifs, les personnalités et tous nos invités régionaux, nationaux et internationaux qui nous font le plaisir de participer à cette séance d'ouverture et, pour certains, aux travaux du congrès dans leur ensemble. Je tiens aussi, au nom des CEMEA, à remercier le Conseil Régional du soutien qu'il nous a apporté pour l'ensemble de ce congrès. Ce soutien s'inscrit dans la droite ligne des collaborations entretenues entre notre mouvement et la Région qui se manifeste, entre autre, par l'accueil de jeunes lycéens de la Région PACA dans le cadre du Festival d'Avignon.

Mouvement complémentaire de l'enseignement public, défenseur d'un service public d'éducation au service de tous, les CEMEA ont toujours cherché à rester fidèles à cela en organisant symboliquement à chaque fois que faire se peut leurs grandes manifestations dans les locaux de l'Education Nationale. C'est encore le cas cette année pour la plupart de nos lieux de travail. Je voudrais donc remercier tout particulièrement Monsieur FOUQUES proviseur du lycée Vauvenargues et son équipe qui nous ont permis d'installer le congrès dans de très bonnes conditions. Outre le choix politique des lieux de travail, la configuration des espaces investis nous permet de construire une vie collective, un vivre ensemble à l'image de ce que nous défendons, à l'image de ce que nous faisons quand nous organisons des formations ou séjours culturels ou de vacances. C'est donc à travers cela que s'affirme aussi un choix identitaire.

Mes remerciements vont également aux responsables des œuvres universitaires qui nous logent et nous restaurent. Leur disponibilité, leur souci de bien nous accueillir contribuent également à la réussite de cette opération.

D'un point de vue plus interne, je souhaite souligner l'engagement des membres du Groupe de Direction du Congrès qui, depuis un peu plus d'un an ont consacré du temps et de l'énergie pour concevoir, prévoir et organiser le déroulé de ce congrès. Cela va de la conception des logiques de fond à l'organisation des aspects logistiques en passant par de l'écriture des textes etc. Constituer ce GDC ne fut guère chose aisée, mais nous y sommes parvenus et le GDC a travaillé, bien travaillé.

Un grand merci enfin, ce ne sera pas le dernier, aux militantes et militants des CEMEA Provence Alpes Côte d'Azur qui se sont investis dans cette préparation. A dire vrai, nous leur devons un double merci : celui d'avoir engagé puis stoppé ce qui aurait du être le congrès 2009 pour reprendre un an après, avec autant d'ardeur, le travail pour nous accueillir ici, à Aix en Provence. Autre pratique identitaire que celle qui nous conduit à considérer que l'accueil d'un congrès relève d'un acte militant, mobilise des militantes et des militants sur un projet collectif global. Nos camarades de PACA se sont investis sur l'ensemble des aspects de ce congrès pour en faire un évènement digne d'un mouvement d'éducation nouvelle qui considère l'ensemble des espaces, l'ensemble des temps comme constituant d'un tout, comme relevant d'une même dynamique de projet partagé.

Mais bien sur, un congrès ne vaut que si nous y sommes nombreux. Et vous êtes là ! Merci à vous de cette présence, à vous de toutes les associations territoriales de métropole, à vous de toutes les associations de l'Outremer (cela n'était pas arrivé depuis Strasbourg). Merci de votre mobilisation en amont pour construire le cœur du congrès à travers les textes soumis aux débats, merci de vous être rendus disponibles pour que nous soyons aujourd'hui plus de 600 militantes et militants ici à Aix en Provence.

Cela aurait assurément fait chaud au cœur de Gérard CASTELLANI. Militant de longue date des CEMEA, investi plus particulièrement au sein de l'équipe de PACA, Gérard s'apprêtait à accueillir le congrès ici, dans SA ville, en 2009. Il avait d'ailleurs investi avec sa force habituelle le groupe de préparation du congrès ici, en PACA. Le congrès n'a pas eu lieu, Gérard nous a quittés.

Je souhaiterais donc, avec votre assentiment, que ce congrès soit dédié à Denis BORDAT et Gérard CASTELLANI.

Nous sommes là, et nous avons bien fait ! Il ne fallait pas rater ce rendez-vous !

En effet, nous n'avons pas pu tenir ce congrès en 2009 suites aux restrictions économiques de 2008 et, pour tout dire, les choix budgétaires actuels du gouvernement dans un contexte de crises, dans le cadre de la rigueur à peine évoquée peuvent, si nous ne restons pas mobilisés collectivement, nous toucher de nouveau. Certains de nos amis en font d'ailleurs déjà les frais. Je pense ici au GFEN, aux CRAP, à l'ICEM. Nous, mieux que quiconque, connaissons les apports irremplaçables de ces mouvements aux questions éducatives. Ce sont des partenaires, des amis de convictions qui voient aujourd'hui mis à mal leurs capacités d'interventions. Véritables acteurs de la transformation éducative et sociale, ces associations sont aujourd'hui menacées dans leur existence même. (*aparté pour inviter à signer la pétition du GFEN*). Elles sont les victimes de décisions économiques qui ne sont que la résultante de choix idéologiques profonds à peine masqués.

Car ne nous y trompons pas, la bataille engagée (comme le disait le premier Ministre l'an passé) est bien une bataille idéologique.

Cette montée en puissance d'un conservatisme assumé et conquérant est patente, outrancière, lisible dans chaque décision, chaque prise de position politique.

La philosophe Myriam Revault D'Allones écrivait dans la revue de la Ligue de l'Enseignement, « la gouvernementalité néolibérale, telle que nous la voyons se mettre en place aujourd'hui, met en danger la logique citoyenne propre à la démocratie : les diverses sphères d'existence se voient réduites au modèle et à la logique du marché ». Ces choix reposent sur des a priori : tout doit devenir marché, tout peut et doit être marchandise. Ce sont, nous en sommes convaincus, ces politiques libérales qui sont en grande partie responsables plus ou moins directement du chômage, du manque de perspectives, de la panne de l'ascenseur social, de l'échec scolaire, des habitats ghettos, et des violences sociales. Ce sont elles qui font le lit des fondamentalismes, du racisme et de la xénophobie, qui redonnent vigueur aux mythologies et à l'irrationnel.

Il est bien sûr nécessaire de dénoncer et de lutter contre toutes les inégalités et leurs conséquences, et même de chercher avec pugnacité des réponses à celles-ci dans la quotidienneté de l'action. Cela passe nécessairement par des changements profonds dans les fondements même de la société et par des alternatives politiques. C'est principalement le rôle d'autres forces sociales que sont les partis politiques, les syndicats et leurs organisations de jeunesse ; le mouvement altermondialiste nous a montré que de nouveaux acteurs sont aussi à considérer aujourd'hui surtout s'ils ne se contentent pas de la critique de l'existant mais sont capables de proposer des alternatives crédibles.

Mais dans une époque où de nombreux politiques communiquent ou amendent mais ne discutent plus, quand la caractéristique des penseurs critiques d'aujourd'hui est la faiblesse (voire l'absence) de leurs relations avec les mouvements sociaux, il nous appartient de tout faire pour réduire ce fossé, de tout faire pour remettre en lumière le caractère idéologique et culturel des luttes sociales que nous accompagnons par la force et la pertinence de nos pratiques militantes de l'Education Nouvelle.

Comme l'écrivait Jean FOUCAMBERT en avril dernier dans le bulletin interne des militants de l'AT de Midi Pyrénées : « Au cours de la première moitié du XXème siècle, au contact des luttes sociales, précisément à l'occasion des « turbulences » guerrières et économiques voulues par le capitalisme, des mouvances nouvelles d'éducation se sont créées, notamment, peu après la première guerre mondiale, le GFEN, le mouvement Freinet, l'OCCE ; dans la foulée du Front Populaire, les CEMEA ; inspirés par le Conseil National de la Résistance, les FRANCAS.

Dans tous les cas il s'est agi d'un enracinement revendiqué dans une Education populaire, ressentie comme la responsabilité retrouvée du peuple sur la définition et la conduite de sa propre éducation – et non d'une pastorale convoyée par les classes moyennes en direction du peuple. Produire les savoirs nécessaires pour transformer le monde en s'engageant collectivement dans sa transformation, voilà qui croise et réactive la notion même d'Ecole du Peuple telle qu'elle se formulait à la fin du XIXème siècle dans les milieux populaires en lutte ».

Nous pouvons donc sans doute réaffirmer aujourd'hui que nos engagements, nos valeurs, notre conception de l'éducation et de la société nous inscrivent dans les courants et les combats de la gauche laïque, en considérant que cela conserve un caractère générique et pas seulement partisan.

Nos idées pédagogiques ne sont pas un dogmatisme. Elles ne doivent pas être confidentielles. Elles n'excluent pas le doute intellectuel, les incertitudes pratiques ni les angoisses existentielles parfois. Mais il y a un temps pour tout. Aujourd'hui, face aux dogmatismes religieux, économiques, les militants de l'éducation ne peuvent pas désarmer et douter.

En effet, depuis le début de notre existence, nos idées pédagogiques se sont inscrites dans des contextes plus ou moins favorables. Dans la période de conquêtes sociales riche de promesses qui doit tant au programme national de la résistance, au sortir de la deuxième guerre mondiale, nos idées trouvaient un élan qui les portait. Cependant, plus de 40 ans après le Congrès d'Orléans, une certitude demeure : les idées pédagogiques ne peuvent trouver leur plein épanouissement que dans une transformation de la société dans laquelle nous vivons.

Changer la société relève d'un projet politique qui mobilise les dimensions économiques, culturelles, éducatives, sociales. Dans une démocratie, c'est l'objet principal de tout parti politique même les plus conservateurs, car changement ou réforme ne veulent plus dire progrès social... Nous le mesurons tant au niveau national en métropole et dans les Outremer qu'au niveau européen.

Si nous n'avons pas la naïveté de croire que cette société changera par la seule vertu de l'éducation ou grâce aux idées pédagogiques des Ceméa, il convient cependant, sans confusion, en toute liberté, d'apporter, autant que de besoin, notre contribution à l'élaboration de projets de société qui nous font tant défaut.

Aujourd'hui, les Ceméa qui sont comme l'écrivait Denis Bordat en 1971 « un mouvement d'Éducateurs, un grand mouvement d'Éducation » ne sont pas isolés.

Ils agissent pour les mobilisations collectives utiles à l'intérêt général et à celui de la vie associative. Ils le font avec les associations complémentaires de l'école publique. Ils le font avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire. La rentrée nous promet certainement de nouvelles mobilisations car nous ne saurions accepter la nouvelle baisse des moyens mis à la disposition de l'ensemble du champ des associations d'Éducation Populaire et des Mouvements Pédagogiques. Mais nous ne saurions accepter aussi qu'à moyen constant, les associations ne deviennent que la seule variable d'ajustement de l'équilibre des budgets ministériels et, RGPP oblige, des collectivités locales. Nous avons d'ailleurs commencé à le faire savoir avant l'été.

Quand de plus, à ces aspects strictement financiers, nous ajoutons les conditions du dialogue et du partenariat, au niveau territorial, national et européen, nous considérons que les associations doivent maintenir et renforcer leur mobilisation. Elles doivent obtenir demain les conditions de leur reconnaissance.

Force est donc de constater que, 5 ans après Amiens, la situation à empiré.

L'accentuation de la lutte contre la laïcité a pris des formes diverses. En témoignent les discours de Latran et de Ryad du président de la République, les positions dogmatiques du nouveau pape et leurs exploitations médiatiques, les campagnes des créationnistes jusque dans les écoles contestant les contenus des enseignements et demandant que l'on mette sur le même pied des connaissances scientifiques validées et des dogmes autoproclamés.

Une politique de stigmatisation et de discrimination c'est considérablement développée, touchant des populations de plus en plus larges :

- Stigmatisation des troubles de la conduite des jeunes enfants ; des malades mentaux à travers les attaques contre la psychiatrie,
- La traque des parents et des élèves sans papiers d'abord puis aujourd'hui celle des « mauvais parents », ceux qui ne « prennent pas leurs responsabilités », qui ne « savent pas tenir leurs enfants »,
- La discrimination des jeunes, générale et à peine masquée par les récentes initiatives visant à mieux comprendre leurs attentes, à organiser leur expression en partenariat avec une radio périphérique privée.
- Destruction brutale des camps des ROMS sans aucune autre perspective qu'une nouvelle errance de populations livrées à elles mêmes, (*aparté Franche Comté*)
- Stigmatisation enfin, plus largement, des immigrés qui à eux seuls porteraient une grande part des maux de notre société et notamment ceux liés à la délinquance.

Que dire en effet d'une politique qui accentue les fractures au sein de la société, qui tend à monter des populations les unes contre les autres, fragilisant ainsi les liens sociaux et de solidarité.

Que dire si non dénoncer :

- une politique d'Etat qui vise à moins d'Etat, à la dérégulation et au délitement du lien social dans une société de la sensation et du spectacle.
- dénoncer une politique de la finance volant au secours des banques et du grand capital mais qui laisse dans la misère des millions de citoyens abusés, manipulés, trompés.
- dénoncer une politique du dévoiement de la notion de complémentarité, de la notion de partenariat, du délitement des services publics et donc des missions de service public que nous conduisons encore aujourd'hui.
- dénoncer enfin des « réformes » qui ne sont en réalité que des régressions abusivement masquées derrière un mot au sens détourné.

J'avais « la rage » en 2008 quand je conclusais les journées d'Aurillac, la « rage » politique, radicale, réfléchie et engagée des enragés de 68 comme la décrivait si bien le journal de SINE. Peut être est-ce l'effet du groupe, de la dynamique collective d'un grand congrès qui débute, mais en tout cas, mes chers camarades, je dois vous avouer que mon sentiment n'a pas changé !

Il y en a qui ont la colère destructrice, ce n'est pas notre cas ! Je nous engage au contraire à avoir la colère constructive, créatrice et novatrice !

Les travaux qui ont débuté au sein du réseau depuis plus d'un an maintenant, nous ont conduits à faire des choix, à nous emparer de ce que nous avons appelé « les grands enjeux sociétaux » quand dans le même temps nous précisons nos débats sur des aspects plus « internes » ayant trait à la vie de notre mouvement, à l'organisation de notre association. Nous savons la pertinence et l'actualité des thèmes que nous avons choisi de prioriser. Nous savons qu'à travers ces grandes questions se met en jeu une certaine conception de la société, une certaine vision de l'Homme.

Notre engagement se situe dans le champ de l'Education. Il est donc politique ! Il résulte d'un choix d'intervention qui, situant l'action de Formation comme vecteur principal, porte l'ambition d'une transformation profonde des pratiques éducatives mais pas n'importe comment ! Le sens politique de notre action reste bien celui de traduire par la pédagogie et l'éducation Nouvelle la nécessité de participer à la refondation d'un projet de société alternatif !

Au cours de ce congrès, il nous faudra dire comment nous nous approprions les grands enjeux sociétaux qui constituent l'un des axes de nos futurs travaux, dire comment nous voulons intervenir pour peser d'avantage sur les pratiques, pour mieux porter notre projet. Nous devons préciser les moyens d'actions qui nous semblent les plus appropriés aujourd'hui et que nous souhaitons donc privilégier, pour agir sur la société dans le sens de ce que nous souhaitons.

C'est ce que nous tenterons, pour la première fois de notre histoire récente, de dire en fin de congrès quand nous publierons un MANIFESTE politique affichant clairement « nos ambitions militantes » sur les grands enjeux travaillés ici. Ce manifeste sera remis à chaque congressiste mais également aux invités de la séance de clôture. Il a vocation à inscrire dans le temps les revendications élaborées ici lors de ce congrès.

Mais au-delà des mots, des discours sur « la politique », nous agissons en politique.

Parfois même sans mesurer en quoi nos pratiques sont éminemment symboliques de nos propres conceptions. C'est le cas de ce congrès. Articulant temps de conférences, de débats entre nous et d'échanges de pratiques, créant des espaces de partage et de rencontres entre vie collective et vie quotidienne, ce congrès tout entier s'inscrit dans un AGIR tel que Tony LAINE se plaisait à le définir. Il disait qu'il fallait donner du sens aux choses, aux objets, aux situations, aux gestes, aux productions. Cette référence à l'AGIR est telle dans notre mouvement qu'elle en est devenue identitaire, constitutive de nos modes d'actions. Cet AGIR associe sens et activité, reliant le tout à la dimension politique constitutive de tout acte éducatif. Je vous propose d'écouter un extrait de la conférence de Tony LAINE, conférence à partir de laquelle il a ensuite écrit le texte que beaucoup d'entre nous connaissent. Il y parle d'enfant et d'activités manuelles, mais en réalité il s'adresse à tous « Educateurs, Enseignants, Animateurs, etc. ». Écoutons-le.

EXTRAIT SONORE

AGIR c'est donc articuler Théorie et Pratique dans un lien étroit, c'est utiliser les mises en situation pour nourrir la réflexion.

AGIR c'est poser la question du « pourquoi » quand on ne pourrait poser que celle du « comment ». Mes camarades, toutes les pratiques ne se valent pas.

Notre pédagogie, c'est apporter la preuve par les actes de la portée émancipatrice de nos conceptions et de nos valeurs. Elle est donc au cœur de notre raison d'être. Si nous avons l'intelligence de la stratégie politique, nous avons aussi celle du contrat pédagogique.

AGIR c'est montrer la clarté de nos actes, construire et démontrer constamment que nos actions, nos activités traduisent des conceptions pédagogiques et éducatives. Nous ne devons pas sombrer dans l'art du seul discours.

AGIR c'est aussi prendre son temps. C'est intégrer le facteur temps ; c'est accepter que les temps des uns ne soient pas les temps des autres. La qualité de l'instant partagé, l'authenticité de la rencontre, la conscientisation de « ce que je vis à l'instant où je le vis et avec qui je le vis » est fondamentale dans tout acte éducatif. Le stage, concept dont nous avons été à l'origine et que nous pensons toujours d'actualité, reste, de ce point de vue, un exercice des plus difficile. C'est aussi très certainement la forme de travail dans laquelle nous parvenons à vivre le plus souvent des situations d'Education Nouvelle.

Nous-mêmes par ailleurs, à l'intérieur de notre mouvement, sommes traversés par les mêmes enjeux, les mêmes tensions que les publics auxquels nous nous adressons. Nous avons donc l'exigence de la distanciation, de la conscientisation, l'exigence de bien dire ce que nous avons à dire. Cette exigence nous devons nous l'appliquer à nous même, ici, lors de ce congrès à Aix en Provence.

Je vous invite de ce point de vue à ne pas considérer que celui ou celle à qui je m'adresse partage à priori les mêmes références, les mêmes valeurs ou alors cela voudrait dire plus ou moins explicitement qu'il n'y aurait qu'une seule « ligne » possible. Celle de la pensée unique. Cela voudrait suggérer qu'il n'y aurait pas de désaccord possible parce que « nous sommes tous des CEMEA ».

Nous devons réapprendre à gérer la diversité entre nous, réapprendre à dire puis gérer les différences. C'est au prix de cet effort que nous ferons de ce congrès un véritable congrès de débat. C'est au prix de ces efforts que nous ferons de ce congrès un véritable espace de rencontre, de travail et de solidarité intergénérationnelle. Il n'y aura pas d'un côté les « anciens » qui « savent » et les plus jeunes qui apprennent, les « détenteurs du savoir » et ceux qui « découvrent », les « pros de la théorie » face à ceux qui ne se revendiqueraient que de « la seule action de terrain ». Je vous invite à veiller avec attention à la place de la parole, à rendre possible, à inciter la prise de parole de toutes et de tous. Retrouvons ensemble les chemins de la pédagogie de l'étonnement, de l'éveil. Réaffirmons le sens profond du désir, de la curiosité. Redonnons enfin au collectif la place qu'il mérite car nous ne le subissons pas, nous l'avons choisi !

Nous ne devons pas fuir les vraies questions, les vrais débats tant sur les grandes questions sociétales que sur les enjeux plus internes à notre mouvement. Nous avons porté une grande attention au fait de bien les poser, les travaux des jours à venir doivent maintenant nous engager sur la voie des réponses, des propositions.

Mes chers camarades, ce congrès par sa forme, sa conception et la nature du public que nous formons est atypique. Nous y sommes nombreux, nous y sommes pluriels. La présence à nos côtés durant cette semaine de camarades de la FICEMEA, de partenaires européens qui soutiennent et accompagnent nos actions, d'invités régionaux et nationaux représentants d'associations amies constitue un « plus », un atout. Leurs analyses nous permettront de limiter l'entre soi qui, s'il peut parfois rassurer, s'avère régulièrement sclérosant. Je souhaite souligner plus particulièrement la présence de 18 de nos camarades des FRANCAS. Cette présence fait écho à celle de militants des CEMEA lors du congrès des FRANCAS en octobre dernier à Bordeaux.

Elle s'inscrit dans un projet politique plus large visant au renforcement des synergies entre nos mouvements, projet qui se construit patiemment mais sûrement depuis maintenant plusieurs années. Philippe DEPLANQUE et Olivier DAVID conduisent cette délégation et disposeront d'un temps de parole vendredi prochain, mais je souhaite dès aujourd'hui leur dire tout le plaisir que nous avons à vivre cette expérience d'accueillants car, outre le grand intérêt porté aux travaux de votre congrès, nous y avons été particulièrement bien accueillis.

Au moment de conclure ce propos, je veux vous dire qu'il y en a parmi nous qui ont considéré en voyant l'affiche du congrès que nous irions droit dans le mur !

Je veux les rassurer et les encourager à reconsidérer leur approche.

Nous pouvons lire en effet dans l'expression rageuse mais propre, subtilement taggée sur un joli mur de briques toute l'ambition d'un mouvement d'éducation nouvelle qui a su et saura résister, qui a su et saura mobiliser, et qui fera la preuve durant ces 5 jours de sa capacité à construire !

Je vous remercie et vous souhaite un bon congrès.